



PETERKA & PARTNERS

Advokátska kancelária, Law Offices, Cabinet d'avocats

PETERKA & PARTNERS
Cabinet d'avocats

Prague - Bratislava - Kiev

Přemysl Marek
Avocat

Divers aspects légaux de l'aide aux investissements

**Chambre de commerce
franco-slovaque**

**le 22 avril 2008 au Palais Palfy
Carrefour Francophone des affaires**

CONTENU :

1. **Loi sur l'aide aux investissements – aspects procéduraux**
2. **Contrôle de l'utilisation de l'aide**
3. **Types d'aide d'état**

1. LOI SUR L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS - ASPECTS PROCÉDURAUX

1. Plan d'investissement
2. Proposition pour l'aide aux investissements
3. Confirmation et offre d'aide aux investissements
4. Demande d'aide aux investissements
5. Décision sur l'aide aux investissements

Si les travaux sur l'investissement commencent avant

la confirmation de l'offre, aucune aide aux investissements ne peut être attribuée.

1. LOI SUR L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS – ASPECTS PROCÉDURAUX

1. Plan d'investissement

Contenu

- ❖ identification (coordonnées d'identification du demandeur)
- ❖ montant prévu de l'investissement
- ❖ nombre et qualification des nouveaux employés, salaires prévus
- ❖ localisation de l'investissement
- ❖ nouvelle technologie

Evaluation par le Ministère de l'économie (en coopération avec des autres organes concernés)

1. LOI SUR L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS – ASPECTS PROCÉDURAUX

2. Proposition d'aide aux investissements

Préparée par le Ministère de l'Economie et envoyée pour approbation aux organes concernés qui offrent diverses formes d'aide de l'Etat.

3. Confirmation et offre de l'aide aux investissements

Sur la base de l'agrément de tous les organes concernés, le Ministère de l'Economie confirme au demandeur l'accomplissement de toutes les conditions pour attribuer l'aide et prépare et envoie l'offre de l'aide.

Pour pouvoir bénéficier de l'aide, les travaux sur le projet ne peuvent commencer qu'après la réception de confirmation de cette capacité à en bénéficier.

1. LOI SUR L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS – ASPECTS PROCÉDURAUX

4. Demande d'aide aux investissements

- ❖ la demande officielle doit être présentée sur la base de l'offre du Ministère
- ❖ formes et montant de l'aide demandée

5. Décision

- ❖ le gouvernement décide suite à la proposition du Ministère
- ❖ le Ministère délivre sa décision à l'investisseur

L'ensemble de la procédure de l'approbation de l'aide d'Etat qui commence à courir à partir du moment du dépôt du plan d'investissement peut prendre environ 4 mois (SARIO).

2. CONTRÔLE D'UTILISATION DE L'AIDE

Objet du contrôle :

respect des conditions pour obtention de l'aide, dont :

- ❖ création d'un nouvel établissement,
- ❖ création des nouveaux postes, structure des salariés (pourcentage des salariés avec formation universitaire), préservation des nouveaux postes,
- ❖ financement d'une partie des coûts justifiés par des fonds propres ou externes autres que l'aide d'état,
- ❖ conformité avec les règles de protection de l'environnement,
- ❖ autres conditions déterminées suivant les différents types des projets supportés.

2. CONTRÔLE D'UTILISATION DE L'AIDE

Organes compétents :

- ❖ Ministère de l'économie
- ❖ Ministère du travail par l'intermédiaire du Bureau du travail
- ❖ Ministère de l'environnement
- ❖ Administrateur fiscal

Délais légaux dans lesquels les contrôles **doivent** être effectués :

- ❖ dans les **3 ans suivant la décision** sur l'aide : création d'un nouvel établissement, financement par des fonds autres que l'aide d'état
- ❖ dans les **5 ans suivant la réception** de l'aide : autres conditions.

3. TYPES D'AIDE D'ÉTAT

Traité CE :

Sauf dérogations prévues par le Traité CE, sont incompatibles avec le marché commun, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché commun:

- ❖ a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi;
- ❖ ...
- ❖ c) les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun;
- ❖ ...

3. TYPES D'AIDE D'ÉTAT

i. soumises à l'obligation de notification à la Commission européenne

Notification

Demande d'informations complémentaires

Examen et décision

ii. soumises à l'exemption par catégorie

Les aides individuelles ou régimes d'aides qui remplissent l'ensemble des conditions fixées dans un des règlements d'exemption par catégorie adoptés par la Commission

règlements concernant les aides en faveur des **PME**, les aides à la **formation**, les aides à l'**emploi** ou les aides à **finalité régionale** (*Loi sur l'Aide aux Investissements*)

règlement *de minimis*

3. TYPES D'AIDE D'ÉTAT

FUTURE

Projet général d'exemption par catégorie de la Commission dans le domaine de l'aide d'état

Remplacerait les régulations suivantes applicables à :

- ❖ L'aide d'Etat aux petites et moyennes entreprises
- ❖ L'aide à la formation
- ❖ L'aide de l'Etat pour l'emploi
- ❖ L'aide nationale aux investissements régionaux

3. TYPES D'AIDE D'ÉTAT

Législation slovaque concernant les aides autres que régionales :

- ❖ Complexe et non codifiée (sauf pour la loi sur la subvention à l'établissement des parcs industriels)
- ❖ Différentes lois et réglementations au niveau des ministères

Loi sur les règles budgétaires :

- ❖ Possibilité de fournir des subventions conformément au budget d'état pour l'année concernée sur la base d'une demande d'une personne physique ou morale
- ❖ Les détails doivent être déterminés par la réglementation du ministère concerné

3. TYPES D'AIDE D'ÉTAT

PRATIQUE

- ❖ Différents programmes sur la base des appels des organes publics
- ❖ Programmes annoncés par les différents ministères selon les secteurs subventionnés
- ❖ Coordination par le Ministère des finances et le Ministère de la construction et du développement régional



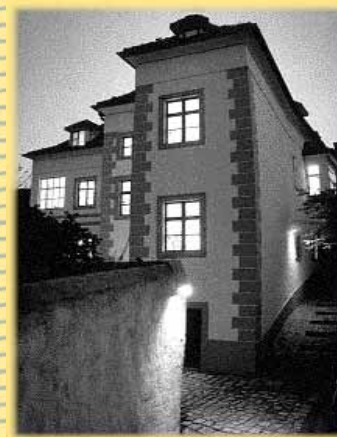
PETERKA & PARTNERS

Advokátska kancelária, Law Offices, Cabinet d'avocats

www.peterkapartners.com



PRAGUE



BRATISLAVA



KIEV

